



## **Atelier 0 - Formation et éducation citoyenne à l'économie solidaire**

L'atelier s'est déroulé de la manière suivante: description de différentes expériences sur les 3 jours, et un temps de travail en 3 sous groupes linguistiques permettant de débattre pendant une vingtaine de minutes.

Nous pouvons retenir des interventions plusieurs traits communs: la prise en compte de l'être humain dans son contexte, l'apprentissage par la pratique, la mise en valeur des compétences des personnes, le développement de l'autonomie, de la mutualisation, la construction de réseaux, l'accessibilité des outils, systématisation,... Plusieurs enjeux sont ressortis:

- renforcer les liens entre éducation populaire et économie sociale et solidaire
- co-construire les politiques publiques de formations en économie sociale et solidaire
- investir les différents lieux de formation et d'éducation.

### **Les propositions ressortent de l'atelier sont les suivantes:**

- constituer un répertoire des personnes inscrites sur l'atelier pour poursuivre les échanges à distance.
- réaliser une cartographie des formations et expériences à partir d'une fiche disponible sur le système informatique discuté dans l'atelier 10. Ceci permettrait des échanges d'expériences de formateurs et de formation de formateurs, voir de multiplier les échanges entre jeunes.
- construire une stratégie et des plans d'actions d'ici les prochaines rencontres du RIPESS:
  - travailler à la création de plates-formes nationales dans la prochaine année
  - puis à leur regroupement en plates-formes continentales dans l'année suivante
  - les deux années suivantes permettront des expérimentations
- construire un centre international de formation n économie sociale et solidaire, et d'un centre de documentation.
- travailler aussi sur la sensibilisation de la société à l'économie solidaire et notamment avec des organes de formation-éducation existants.

On invite chaque organe de formation à intégrer dès aujourd'hui la visée internationale.

Un élément transversal est celui du traitement du thème du financement pour mener à bien les propositions des différents groupes.

## **Atelier 1 - Economie Sociale et Solidaire et co-construction des politiques publiques**

### **Préambule**

La co-construction, c'est la participation à tout un processus qui comprend la co-élaboration, la co-production et co-évaluation des politiques publiques.

Ceci repose sur deux préalables: l'existence de relations de coopération et de confiance entre les différentes parties prenantes, dont principalement la société civile, les autorités locales, mais aussi avec les institutions internationales (ONU, OMC, FMI, Banque Mondiale ...) et l'impératif de respect de l'intérêt général.

Le souci d'un développement des territoires concerté entre les acteurs de l'ESS et les autorités locales est l'enjeu commun essentiel. Il est nécessaire de partir d'une approche territoriale, qui impactera sur les politiques sectorielles, catégorielles (ciblant les différents types de publics) et génériques (finances et moyens matériels). Pour cela nous devons prendre en compte la diversité a) des approches de la notion de territoire; b) des types de territoires et c) du mode d'organisation administrative et politique des territoires dans le monde du local au global.

### **On s'engage**

1. Avoir une plus grande transparence, tant au niveau de la connaissance/existence des lieux de décision (formels ou informels) que concernant les règles du jeu et les méthodes employées.
2. Développer les capacités et qualifications de tous les acteurs impliqués dans le processus. Ceci requiert la reconnaissance réciproque entre autorités locales et société civile, notamment par la définition et le respect des fonctions

et des rôles de chacun, ainsi que la création ou la démocratisation des lieux de débat où la confrontation est considérée comme un vecteur important de coopération / coopération conflictuelle.

3. Elaborer des diagnostics de ressources des territoires plutôt que des manques en s'appuyant sur la dynamique des acteurs de l'ESS.
4. Porter un autre regard sur la richesse par la création de nouveaux indicateurs qui améliorent l'accès de tous aux biens communs (eau, assainissement, éducation, alimentation, habitation,...) et au bien-être durable.

### **On propose**

- Réaliser un référentiel des pratiques de co-construction entre autorités locales et société civile sur l'ESS
- Favoriser l'implication des autorités locales dans la préparation et l'organisation du prochain forum «Globalisation de la Solidarité» au sein du RIPESS

## **Atelier 2 - Economie Sociale et Solidaire, services sociaux d'intérêt général et biens communs**

### **On illustre – premier temps**

Des témoignages du premier jour, il ressort principalement que:

- dans les zones, comme l'Amérique Latine ou l'Afrique, l'ESS prend en charge des besoins primaires comme la santé, non assurés par les pouvoirs publics ou renvoyés au secteur marchand,
- dans l'hémisphère Nord, comme c'est le cas au Canada pour la petite enfance, l'ESS investit des champs non pris en charge par les pouvoirs publics mais parvient tout de même à les inscrire dans une démarche de co-construction des politiques publiques.

### **On discute – second temps**

Les débats se sont concentrés sur trois questions:

1. Réponse à l'urgence ou construction d'alternatives ? Partout, même quand il s'agit de répondre à l'urgence, les acteurs de l'ESS proposent des alternatives avec pour objectif le développement d'une «3ème voie»: ce faisant, il s'agit bien d'affirmer un positionnement politique.
2. Quelle juste place pour l'ESS ? Il apparaît essentiel aux acteurs de l'ESS de:
  - garantir leur indépendance et leur autonomie pour pouvoir mieux s'inscrire dans un partenariat d'égal à égal autour de la co-construction des politiques publiques, mais aussi préserver leur créativité sur laquelle repose leur capacité d'innovation sociale,
  - fonder leur action et leur fonctionnement sur la participation de la société civile, des habitants et usagers, permettant de partir des besoins pour élaborer collectivement une réponse de proximité.
3. Quelles synergies à développer ? Les principes de solidarité et de réciprocité sont la base même de l'ESS et doivent être développés à toutes les échelles: au local (solidarité amont - aval autour de la question de l'eau par exemple), d'un territoire à l'autre, à l'échelle transnationale aussi bien autour des axes Nord-Sud, que Sud-Nord, ou encore Sud-Sud, etc.

### **On propose – troisième temps**

1. Les propositions en direction de l'ESS
  - Développement de l'autonomie et de l'indépendance de l'ESS: hybridation des ressources, outils financiers, etc.
  - Hybridation de la participation: salariés - usagers - financeurs, professionnels - militants
  - Métissage des expertises en partant de la base: expertise sociale / ingénierie sociale, logique d'éducation populaire...
  - Structuration d'un système d'innovation, de recherche et développement notamment en se dotant d'instruments: groupes de chercheurs associés, formations, instances patronales, coopératives d'achat, instruments financiers...
  - Autour de la recherche développement: association des chercheurs, notamment autour d'une approche transversale des biens et services (réalisation d'un listing des biens et services et de ce qui doit se faire à chaque niveau pour chacun d'entre eux)
  - Articulation avec les mouvements sociaux
  - Maintien et développement des solidarités au sein de l'ESS (rôle du RIPESS quant aux solidarités Nord-Sud): partage des savoir-faire, renforcement des capacités entre pairs, solidarités financières, etc.

- Importance de l'action au niveau local, notamment en vue de s'appuyer sur un réel processus participatif qui permette de partir des besoins et de co-construire des réponses de proximité
- Importance de la logique de réseau: solidarités, capacité d'innovation, mutualisation, efficience
- Renforcement et développement du processus participatif comme base de l'ESS (mais aussi de sa survie): partir des besoins de la société civile pour élaborer ensemble une réponse (spécificité de l'ESS dans le cadre de l'économie plurielle), proposer des espaces / temps favorables à l'échange dans la durée y compris au sein de l'ESS, développer des outils et méthodes
- Développement des méthodes et outils de valorisation des externalités positives de l'ESS

## 2. Les propositions en lien avec l'extérieur

- Proposition d'un «new deal écologique» (définir de nouveaux modes de redistribution de la richesse et des biens communs)
- Co-construction des politiques publiques dans un cadre partenarial d'égal à égal: clarification du rôle et des responsabilités de chacun, autonomie et indépendance de l'ESS, outils et méthode, critères d'évaluation de la richesse,
- Mise en place d'un cadre international effectif et approprié autour des services sociaux et des biens communs, des modes de répartition de la richesse et, en attendant, préservation des ressources actuellement soumises à la loi du plus fort: règles et normes, régulations, contrôles
- Etablissement de systèmes fiscaux progressifs comme premier mode de solidarité et en intégrant une logique de solidarité Nord-Sud
- Promotion et développement d'une économie plurielle où les Etats jouent pleinement leur rôle quant à la prise en charge des besoins essentiels et où l'ESS a toute sa place.
- Importance de la communication, information, éducation autour de l'ESS et de la logique de réseau: reconnaissance, crédibilité, etc.

## Atelier 3 - Entrepreneuriat solidaire

### On illustre – premier temps

L'atelier 3 a réuni des intervenants qui ont illustré quelques pratiques pertinentes d'acteurs sociaux et solidaires qui essaient et promeuvent de nouvelles initiatives:

- l'Agence de développement pour les entreprises sociales de Berlin qui appuie, par un suivi technique structuré, la création d'entreprises sociales dans la région de Berlin;
- l'expérience de l'ONG Baobab au Burkina Faso qui utilise les revenus de ses actions théâtrales de sensibilisation, organisées au Nord et au Sud, pour financer des activités économiques endogènes et créatrices d'emplois pour les jeunes en milieu rural, des sessions de formation et d'alphabétisation pour les femmes;
- le réseau luxembourgeois Objectif Plein Emploi qui crée des emplois pour de personnes au chômage visant leur évolution professionnelle et personnelle par de la formation continue grâce à des projets de développement locaux durables d'intérêt collectif dans le domaine de la responsabilité environnementale;
- FAEDEI, la fédération espagnole des entreprises d'insertion qui soutient la création et la promotion de ce type d'activités appuyé par la toute nouvelle loi espagnole des entreprises d'insertion.

### On discute – second temps

Les interventions de ce second temps ont alimenté le débat sur l'entrepreneuriat solidaire, les différentes crises économiques et l'impact sur l'emploi. En effet la crise économique et financière actuelle touche les Pays d'Europe et d'Amérique du Nord mais les populations d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud ont l'habitude de subir des crises qui les poussent de manière permanente à revendiquer les droit fondamentaux. Les mots clés du débat ont été la lutte pour les droits et la dignité, l'éducation, la solidarité et la coopération, l'encrage territorial et la proximité.

### On propose – troisième temps

Les intervenants ont illustré des propositions très concrètes pour contribuer au développement de l'entrepreneuriat et des initiatives solidaires:

- mettre en place des systèmes de démocratie participative qui exigent un souci permanent d'«empowerment / capacitación», solution privilégiée pour se mettre dans des conditions de résistance et d'innovation;
- mettre la personne au centre des préoccupations en la sensibilisant à la solidarité et à l'intérêt général;
- créer des liens stratégiques avec toutes les parties prenantes pour améliorer la visibilité du secteur;

- mettre en réseau des acteurs de l'économie sociale et solidaire afin de créer un marché mutualisé;
- favoriser l'élaboration de critères sociaux et solidaires dans l'attribution des marchés publics;
- organiser des formations spécifiques (dans les universités, les entreprises, les écoles...);
- promouvoir le développement endogène Sud-Sud;
- créer des outils d'évaluation de l'utilité sociale et environnementale des projets;
- mettre en valeur des initiatives locales pour aider à reproduire des bonnes pratiques;
- faire confiance aux propositions «bottom up»;
- oser faire des propositions aux pouvoirs publics à tous niveaux car elles bénéficient souvent d'une écoute constructive.

## **Atelier 4 - Economie sociale et solidaire et développement durable**

### **On illustre – premier temps**

Tant au nord qu'au sud, une double réalité s'impose: l'ESS est précurseur d'un positionnement central au coeur du développement durable. La consommation humaine, l'impact de nos sociétés sur notre environnement aujourd'hui et demain sont la préoccupation de nombreuses entreprises et associations. Les préoccupations en matière de gestion des déchets, problème de société influant dans tous les pays sur la vie de leurs habitants (salubrité, pollution, contamination de l'air et de l'eau, hygiène, conditions de vie, exploitation humaine, ...), sont depuis des années devenus le vecteur de développement d'acteurs d'économie sociale et solidaire. De nombreuses associations oeuvrent dans la sensibilisation à la réduction des déchets, travaillent dans la collecte des déchets, créent des associations de citoyens pour la salubrité de quartiers dans le sud, initient des projets de réutilisation de biens (PC, mobilier, textiles, ...).

Cependant, de nombreux constats ont ponctué cet atelier:

- L'absence fréquente de soutien politique dans des démarches où l'ESS a remplacé les services incombants aux services publics à la collectivité.
- L'émergence d'une concurrence accrue (entreprises capitalistes) lorsque les activités de l'ESS montre une rentabilité économique ou présente un risque pour ces entreprises.

### **On discute – second temps**

Quels seront les modèles de travail de l'ESS pour intégrer les défis environnementaux ?

Pour se maintenir au coeur du développement durable et induire un effet démultiplicateur des nombreuses initiatives, un travail en réseau à tous les niveaux, sectoriel (production durable, commerce équitable, collecte, tri, réutilisation et recyclage des déchets), local, national ou international est présent et nécessaire. Le développement durable subi les impacts de toute une chaîne et chaque action positive sur un maillon doit être analysée à l'échelle de toute cette chaîne.

On ne peut pas exporter des PC vers le sud sans se soucier de leur gestion en fin de vie. On ne peut pas augmenter la collecte et le recyclage dans le nord en dégradant les conditions de vie en Inde ou en Asie là où les déchets sont expédiés pour y être traités. On ne peut pas produire des denrées «bio» ou du commerce équitable sans se soucier des modifications induites sur les populations et leur environnement.

### **On propose – troisième temps**

Attirons l'attention sur les paradoxes de notre monde actuel, on consomme du jetable au Nord, on se débrouille avec le réemploi au sud de la planète. En co-opérant on peut arriver à voir les déchets du nord comme des ressources et voir le mode de vie du sud comme des compétences et un savoir-être pour nos sociétés de consommation. L'innovation consiste à créer un champ commun de développement par des projets menés en partenariat. Il est important de créer les conditions de succès pour que l'entrepreneuriat social réalise ses aspirations dans le champ du développement durable.

L'efficacité sociétale doit pouvoir prendre le pas sur la rentabilité économique. La terre vit à crédit et le système est fait pour que cela s'accroisse dans le temps. A ce titre la crise financière est une opportunité pour revoir le paradigme de fonctionnement des économies. La masse monétaire est de plus en plus virtuelle. Il faut arriver à lier l'argent avec l'activité réelle (production-consommation), à éviter l'accumulation d'un côté et le manque de l'autre, bref redistribuer les richesses sur base d'un usage égalitaire. Le développement durable est un concept fort et qui doit évoluer. L'ESS est peut-être le seul mouvement qui peut concrètement porter cet enjeu. La finalité sociale prouve que les initiatives mettent l'humain au coeur des préoccupations. C'est finalement prendre en compte son environnement de manière globale. Preuve en est le foisonnement de coopératives dans le secteur de la production locale d'énergies renouvelables. Pour cela il faut que les conditions de marché évoluent pour donner une vraie place à l'ESS. L'action politique est de promouvoir le secteur en respectant l'ensemble des dimensions (équité, formation, protection de l'environnement,

démocratie, cultures locales, ...). A nous de prouver que nous méritons cette confiance en continuant à développer des projets novateurs porteurs de sens. L'environnement est à la fois un champ d'investigation énorme mais aussi une manière de continuer à développer des projets EES existants. Les pratiques énergétiques nécessitent évidemment des réformes mais l'enjeu est plus large, c'est notre mode de vie qui doit changer. Il faut re-coller à réalité en faisant un développement durable concret tant au nord (révision du modèle économique) qu'au sud (développement du potentiel). Kyoto montre que le nord vit au-dessus de ses moyens et que le sud peut bénéficier de moyens financiers dû au dépassement des quotas. Est-ce réellement durable ? Non car on se dédouane des vraies responsabilités sociétales. Des politiques environnementales et un travail de modification des comportements doivent être menés en parallèle. Seule l'ESS peut effectivement réaliser concrètement ce double défi pour que chaque pays soit en voie de développement durable. L'ESS n'est pas un Lux'e et doit faire connaître sa force face à ce défi.

## **Atelier 5 - Souveraineté alimentaire et économie solidaire**

### **On illustre – premier temps**

L'agriculture est de plus en plus une agriculture industrielle, aux mains des multinationales - les petites exploitations sont en train de mourir et on assiste à des migrations en masse des paysans vers les villes ou en dehors des pays d'origine. La souveraineté alimentaire des peuples est gravement en danger, situation que l'on constate dans tous les continents. Mais la souveraineté n'est pas que l'affaire des paysans producteurs, c'est l'affaire de tous: producteurs et consommateurs. On illustre la dégradation de la situation des ruraux et des paysans due à divers facteurs:

- A une mauvaise répartition des ressources plutôt qu'au manque des ressources elles-mêmes
- Des politiques qui visent à développer l'agriculture industrielle, ayant pour conséquences la dégradation de l'environnement, la perte de la biodiversité,
- L'utilisation des OGM pour un rendement de plus en plus élevé et la perte de la souveraineté des paysans sur leurs propres semences
- Une productivité accrue pour la production d'agrocarburant
- Les changements climatiques

### **On débat**

L'agriculture a été détournée de sa fonction première qui vise à satisfaire les besoins du peuple. Alors que ce sont les paysans qui produisent, c'est dans le milieu rural que l'on rencontre le plus grand nombre de personnes souffrant de la faim. Les politiques des instances internationales, FMI, Banque mondiale, OMC, aujourd'hui les accords de marchés régionaux et d'accords bilatéraux amplifient tous les phénomènes ruinant la vie des ruraux.

Outre sa fonction première de production d'aliments, l'agriculture joue aussi un rôle social important, pourvoyeur de nombreux emplois, pour les hommes mais aussi pour les femmes, productrices, transformatrices et commerçantes. Il convient d'y ajouter la fonction tout aussi importante de maintien, de sauvegarde, de préservation de l'environnement. On relève des incohérences dans les politiques agricoles des pays, entre le Nord et le Sud, répondant aux besoins du marché et non plus aux fonctions principales de l'agriculture, au maintien de l'emploi..

### **On propose – troisième temps**

Toutes les initiatives locales, nationales et régionales sont à valoriser pour atteindre la Souveraineté Alimentaire qui s'inscrit dans le cadre d'économies solidaires, une nouvelle idéologie est à construire dans le sens d'un projet de développement qui corresponde aux souhaits des populations locales, là où elles se situent.

- La création d'un groupe permanent sur la Souveraineté alimentaire qui serait un espace de ressources, d'appui, pour tout le réseau des organisations qui travaillent pour mettre en oeuvre ce concept dans le cadre de l'Economie Solidaire. Ce groupe ressource permettrait de formaliser l'agenda des revendications pour défendre le droit des paysans pour l'accès à la terre, à l'eau, aux ressources naturelles et pour mettre en oeuvre une véritable réforme agraire.
- L'utilisation d'outils juridiques dont 2 propositions de convention: une convention pour le droit des paysans en cours de présentation au sein de la Conseil des Droits de l'Homme et une Convention Internationale pour le Respect de la Diversité des Produits Alimentaires Agricoles.

Toutes ces propositions s'inscrivent dans le souci d'un monde rural vivant, dans le souci d'une qualité de vie pour tous, citadins et ruraux, producteurs et consommateurs. Dans ce projet de Souveraineté alimentaire, tous les autres outils de l'économie solidaire (monnaies alternatives, finances solidaires...) sont à valoriser.

## **Atelier 6 - Production et consommation responsables**

Étant donné que la planète est capable de nous nourrir tous, il est nécessaire de transformer entièrement le système de production, de distribution et de consommation, car la situation actuelle n'est pas acceptable. Le modèle actuel

de consommation a contribué à la crise actuelle. La production et la consommation responsable doivent tenir compte tout autant du social, de l'économique, et de l'environnement.

## Illustrations

- Andrea Calori: andrea.calori@polimi.it Urgenci and GAS-RES  
*Groupes d'achat de produits et de services éthiques et durables local et commerce équitable [www.retegas.org](http://www.retegas.org)*
- Belanger Charles-Etienne: charlesbelanger02@yahoo.fr International Bureau of Social Tourism  
*Tourisme impliquant populations locales dans toute la chaîne <http://www.bits-int.org/en/index.php>*
- Shirley Harvey: sh.harvey@wanadoo.fr Union fédérale d'intervention des structures culturelles  
*Distribution de musique en ligne meilleure avec redistribution financière pour musiciens <http://www.ufisc.org/>*
- Christine Gent: ext.affairs@wfto.com WFTO  
*Nouvelle méthode d'évaluation du commerce équitable WFTO [www.wfto.com/sftms](http://www.wfto.com/sftms)*
- Marvin Lopez Garcia: marvin@apodip.org CLAC-Peuenos  
*Producteurs du commerce équitable réunis en Amérique latine pour produire du changement <http://www.peuenosproductores.org>*
- Obrecht Joel: joel.obrecht@gmail.com URGENCI and IRIS  
*Coopération entre CSA (AMAP) et commerce équitable dans le développement local <http://www.iris-network.eu/>*
- Sunil Chitrakar: sgunthi@mos.com.np Fair Trade Group Nepal /Mahaguthi  
*Production traditionnelle de Lokta au Népal comme activité vivrière <http://www.mahaguthi.org/>*
- Vuillon Daniel: daniel.vuillon@wanadoo.fr / URGENCI and IRIS  
*CSA / AMAP la redistribution des terres pour une agriculture de proximité <http://www.urgenci.net/>*
- Yuko Wada: civil@prics.net Seikatsu Club Consumers Coop  
*Croissance exponentielle de clubs de consommateurs au Japon <http://www.seikatsuclub.coop/english/>*
- Transition town [www.transitionnetwork.org](http://www.transitionnetwork.org)  
*Un nouveau mouvement citoyen pour une réponse communautaire au pic pétrolier.*

## Discussions

Il s'agit de focaliser sur le rôle des réseaux, la confiance, les services et les objectifs politiques. Les thèmes abordés ont démontré de bonnes pratiques: commerce local, prix juste pour sauvegarder les ressources, rôle de l'argent au sein de la communauté, distribution équitable des bienfaits dans toute la chaîne. Ces principes s'appliquent à des échelles locales comme distantes.

L'identité culturelle des participants doit se préserver, tout comme un véritable dialogue entre producteurs et consommateurs, et être développés le préfinancement par les consommateurs et la transparence.

Malgré les thèmes communs des différences existent: pas de définition actuellement de la consommation responsable; la certification doit jouer un rôle mais quelles en seront les modalités ?

## Propositions

- Pour changer l'économie de production et de consommation, il faut relier plusieurs secteurs de l'ESS, et chercher à atteindre les groupes et individus actifs qui ne sont pas encore reliés aux réseaux.
- La résilience est la capacité d'une communauté ou d'un groupe de maintenir son équilibre face aux changements et chocs externes. L'ESS doit placer la résilience en tant qu'objectif en partant de la souveraineté alimentaire.
- L'ESS doit identifier, soutenir et construire des systèmes alternatifs de distribution du producteur au consommateur selon ses critères propres.
- L'ESS doit cartographier, échanger des informations et développer des systèmes de garantie participatifs.
- L'organisation de tout événement doit faire appel aux: commerce équitable, agriculteurs locaux, et matières recyclables, transports écologiques et hébergement alternatif.
- Il faut revisiter le rôle de l'argent à tous niveaux afin de l'investir à des fins locales.
- Effectuer des recherches sur les modèles réussis illustrés par GAS, Seikatsu, AMAP, commerce équitable, etc. pour identifier la spécificité culturelle et les points communs afin de disséminer, répliquer et diffuser. De même il est nécessaire de contacter les jeunes, les exclus pour dépasser la population actuellement impliquée.
- Garantir la possibilité de la montée en puissance des réseaux actuels par une approche participative au niveau local, national et régional.
- Changer les institutions et la législation à différents niveaux des pays à l'OMC / FAO.

## Atelier 7 - La participation démocratique dans des territoires acteurs, pour une autre économie

### On illustre – premier temps

Cette séquence a été préparée pendant un an et demi en expérimentant une démarche apprenante, agrégative et participative, «très riche»: les «voyages apprenants».

Elle n'est pas un aboutissement mais un nouveau point de départ.

### On discute – second temps

Le débat a été construit en croisant les regards Nords/Suds: premier jour Nord, deuxième jour Sud, troisième jour construction à travers des regards croisés.

Le sujet: la gravité de la crise est une occasion de réviser les fondamentaux de l'économie en la reconnectant aux autres dimensions (social, environnement etc) et ce à un niveau pertinent le territoire, avec la personne comme point de départ central de l'analyse et de l'action. La vision holistique est possible à ce niveau.

### On propose – troisième temps

L'atelier 7 considère que la notion d'ancrage territorial est centrale. Elle doit devenir un pilier de l'ESS et aussi constituer le coeur du 5ème RIPESS en Asie. L'ancrage territorial permet la transversalité (environnement, social, culture, finance, gouvernance etc.) et l'implication de toutes les composantes de la population, surtout les exclus, qu'il faut inclure dans toutes politiques d'ESS.

Pour que cette notion soit comprise et diffusée:

- La démarche apprenante des Pactes Locaux est un outil approprié. Cet outil doit être amélioré. Il concrétise l'expression «L'expérience forme et prend forme». La démarche apprenante (appelée aussi «voyage apprenant») contribue à la co-construction d'une vision partagée sur le territoire et à propos du territoire.
- Le renforcement des capacités et la formation sont indispensables. Les cibles: les élus, le personnel des communes et l'administration en général.
- La participation doit évidemment être la règle mais elle doit être facilitée: aller vers les plus exclus, les plus en besoin. Egalement avoir une posture d'écoute et de dialogue. C'est essentiel. L'existence de facilitateurs, de raconteurs d'histoire, d'animateurs de la vie locale est importante. De même que des outils efficaces comme l'arbre à palabres. L'ensemble permet de faire le lien entre démocratie représentative et démocrate active.
- Le réseautage et l'échange d'expériences Nord-Sud est important également. Il faut rééquilibrer les échanges d'expériences et les savoirs.
- Le passage par la régulation, c'est à dire les politiques (pas dans le sens de «politicien») est incontournable pour articuler le local, le régional, le national, le continentale et le mondial.

Propositions concrètes

- L'atelier 7 et les Pactes Locaux sont un pilier majeur de la co-construction du forum international Asie avec deux approches: approche territoriale comme transversalité de tous les thèmes et modes d'élaboration de projets mondialisés.
- Les actions: solliciter l'UE, produire des documents illustrant des cas et des expériences, documenter la démarche de préparation du forum Asie, mettre en place un portail internet pour engager le dialogue avec l'Asie.
- Développer de la méthode: des indicateurs appropriés pour rendre compte et intégrer l'approche territoriale, participative et multi-acteurs, dans les régulations internationales.
- Développer des outils d'appropriation comme les outils audio-visuels et bien sur internet.

## Atelier 8 - Théories et pratiques de l'économie sociale et solidaire au Nord et au Sud

### On illustre – premier temps

- **Une pluralité de concepts** - économie sociale, économie solidaire, économie populaire, self-help economy, tiers secteur, entreprises sociales - qui révèle leur ancrage dans l'histoire, les territoires et les institutions.
- Concepts souvent issus de **méthodes de recherche/action** qui mettent en interactions chercheurs et acteurs, théories et pratiques pour produire de la connaissance et donner du sens à l'action.
- **Origines des pratiques**: réponse pragmatique aux problèmes et besoins de la vie quotidienne, expression organisée et volontaire de réseaux de solidarité primaire, résistance des peuples aux crises du capitalisme, contestation du modèle de développement.

- L'ESS comme mouvement collectif et action publique est lié à un **mouvement de démocratisation de la société et de l'économie**. ESS au cœur de la tension entre démocratie et capitalisme.
- **Relations de l'ESS avec les pouvoirs publics variables** selon que la légitimité démocratique, la puissance économique et la centralité de l'Etat.
- **La théorie économique dominante invisibilise et discrimine** le rôle déterminant de l'ESS. Une **économie difficilement quantifiable** car à l'intersection du formel et de l'informel, du public et du privé, du monétaire et du non monétaire, etc.
- **Liens entre féminisme et ESS**: une majorité de femmes y travaillent, une proximité de valeurs (soins à autrui, réciprocité, solidarité, coopération), une approche transversale et intersectorielle des problèmes, de nombreuses initiatives de femmes autour de la création de services de care.

### On discute – second temps

- Une **pluralité conceptuelle comme richesse** utile à la compréhension des diverses dimensions de l'ESS: entrepreneuriale (entreprise sociale), organisationnelle et institutionnelle (économie sociale), politique (économie solidaire), bénévole et volontaire (non-for profit).
- Il n'y a pas aujourd'hui de **théorie intégratrice** ou d'utopie clé en main qui unifierait les chercheurs et les acteurs au niveau global.
- D'autres pensent qu'**un concept unificateur est nécessaire à l'action publique**: pour changer de modèle mental et de représentations de l'économie, pour être visible au niveau des institutions, pour construire des politiques, bâtir des programmes et obtenir des financements.
- La pluralité des concepts n'empêche pas **des échanges et des mobilisations entre acteurs et chercheurs au niveau international** (ex LUX09, FSM, EMES, etc). Permet-elle pour autant de construire une solution globale et collective face à la crise ? Les concepts ne sont pas équivalents pour penser un changement social et un autre modèle de développement.
- La **crise est un défi pour l'ESS**: tension entre faire face à l'urgence de la pauvreté au niveau local et construire des alternatives au niveau global. La crise comme opportunité d'une coalition ESS entre pauvres et classes moyennes?
- **Capitalisme moral ou l'instrumentalisation de l'ESS** pour insérer les pauvres dans le marché qui serait l'horizon indépassable de l'économie.
- Ne pas se limiter à la dimension organisationnelle, mais changer le **cadre institutionnel**. Articuler micro/méso/macro. Passage de l'initiative solidaire ou de l'entreprise sociale à des «value supply chains», des marchés internes à l'ESS, des réseaux territoriaux d'ESS articulant production, consommation, financements, monnaies sociales, etc.
- Des innovations institutionnelles: Secrétariat d'Etat à l'ESS et budget participatif (Brésil), chantier de l'économie sociale (Québec), reconnaissance constitutionnelle ESS (Bolivie), politiques locales de l'ESS (France, Brésil), etc.
- Conditions de l'institutionnalisation: reconnaissance comme partenaire du développement économique et social, structuration en réseau, outils d'appui (financement, formation, recherche,...), fiscalité, co-construction action publique, etc.
- Les femmes restent peu représentées dans les instances de pouvoir et de décision de l'ESS.
- Intégrer dans les thématiques comme dans les processus de recherche les jeunes et les immigrés

### On propose – troisième temps

Face à la crise:

- Reconstruire l'économie locale à partir de nouvelles pratiques d'entraide économiques et de nouvelles coalitions d'acteurs territoriaux.
- Repenser l'économie au-delà du marché / pour une économie plurielle: encadrement social marché, inventer et articuler de nouvelles formes de redistribution et de réciprocité.
- Repenser la politique au-delà de l'Etat. Articuler démocratie représentative et délibérative et co-construction politiques publiques.
- Repenser le changement social au-delà de l'alternative réforme ou révolution.
- Institutionnaliser des dispositifs de recherche-action et de co-construction des savoirs entre chercheurs-acteurs (types incubateurs au Brésil ou ARUC au Québec)
- Faire une cartographie et une alliance internationale des dispositifs de recherche-action sur l'ESS pour les promouvoir et les diffuser.
- Créer un espace d'échanges collaboratif (type wiki) pour favoriser l'interaction acteurs/chercheurs
- Approfondir le dialogue entre mouvement des femmes et mouvement d'économie sociale et solidaire pour éviter de reproduire le modèle patriarcal dans l'ESS.



## Atelier 9 - Les réseaux dans l'économie sociale et solidaire

### On illustre – premier temps

Différents enjeux liés à la création et au fonctionnement des réseaux de l'ESS ont été soulevés, discutés et débattus lors de cet atelier:

- En terme de fonctionnement, un enjeu important pour les réseaux est la non substitution et complémentarité entre les niveaux de réseaux ou entre les réseaux et les acteurs.
- Au niveau politique, l'enjeu est de démontrer que l'ESS répond à des enjeux de société et est une alternative économique crédible
- Les réseaux doivent tout autant restés connectés avec les objectifs de l'ESS avec l'enjeu de changement de la société avec le terrain. Intégrer des acteurs diversifiés dans la structure peut y contribuer.
- Une difficulté permanente pour les réseaux (et notamment lors de leur création) est d'amener les acteurs de terrain à dépasser leurs enjeux quotidiens et immédiats, à s'organiser et à se mobiliser.

### On discute – second temps

Cinq grandes questions ont été abordées: le lancement des réseaux, la mobilisation des membres, la prise de décisions au sein des réseaux, les difficultés rencontrées et le financement.

Le lancement du réseau nécessite d'avoir un objectif commun bien défini, **une «vision partagée»** par les membres. Patrice Lovesse explique par exemple que cette «vision partagée» manque souvent au Bénin lorsque les réseaux se créent. Les membres se démobilisent alors très vite. Au delà de la vision partagée, il est crucial que les membres sachent exactement ce qu'ils attendent du réseau et comment ils vont contribuer à la dynamique du réseau.

Cela contribue fortement à la mobilisation des membres. Il semble également crucial de **maintenir un contact régulier avec les membres**. La difficulté se pose à nouveau dans des pays où les moyens de communications sont peu développés.

La prise de décision est un aspect très délicat dans les réseaux. Fonctionnent-ils de manière centralisée avec certains noyaux qui maîtrisent l'information et les décisions ou de manière réellement participative et horizontale ? Comment éviter que certains (plus grosses structures par exemple) prennent plus de place que d'autres ?

Une des difficultés majeures abordées par plusieurs intervenants est **la concurrence qui s'effectue entre les différents réseaux**.

Dans certains secteurs et pays, la multiplication des réseaux empêche un financement adéquat de ceux-ci. Dans les réseaux internationaux, les difficultés de la langue et de la grande hétérogénéité des membres en terme de revenus notamment ont été soulevées. Comment éviter la tendance des réseaux internationaux à se centrer sur les pays les plus «faciles» à mobiliser (en terme de communication par exemple) ou les plus proches ?

Enfin, le financement des réseaux a été abordé avec deux interpellations: d'une part celle des cotisations des membres (par ex: comment faire vivre un réseaux lorsque les membres ne sont pas capables de cotiser car trop pauvres?) et d'autre part, la fait que les ressources d'un réseau ne sont pas que financière mais humaines aussi: comment mobiliser les expertises existantes chez les membres ?

### On propose – troisième temps

Propositions: d'utiliser les nouvelles technologies pour améliorer les fonctionnements des réseaux (difficultés pour les pays où l'accès à Internet est inexistant), articuler au maximum les différents niveaux de réseaux, s'appuyer sur les réseaux locaux pour faire remonter l'information vers les réseaux nationaux et internationaux.

INTERPELLATIONS par rapport au réseau RIPESS:

- crucial se de demander ce qu'on veut pour le Ripess et les rencontres internationales. Si on veut construire ensemble des solutions, il faut absolument trouver des méthodes alternatives de débat, de rencontre car la manière dont les ateliers étaient organisés ne permet pratiquement pas le débat et encore moins la construction collective de réponses.
- un des résultats des rencontres devrait être la rédaction d'un document très court et interpellant que chacun peut s'approprier et qui affirme les valeurs de base de l'économie sociale, qui montre en ces temps de crise que l'ESS peut être une réponse. Chacun pourrait alors utiliser ce document au niveau local pour démontrer la plus-value de ses activités.

## Atelier 10 - Communication et systèmes de gestion de l'information de l'économie sociale et solidaire

### Finalités

- Participer à la construction et au développement du projet politique de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS).
- Donner une visibilité et une lisibilité à l'ESS.

- Mutualiser les pratiques, les expériences dans leur diversité, favoriser la coopération entre les acteurs.
- Renforcer les espaces locaux de communication et de culture.
- Intégrer les différentes thématiques du RIPESS dans un même cadre de communication.
- **Pour le grand public:** Accès aux actualités, aux agenda, aux produits/services de l'ESS et leur traçabilité, aux réseaux existants de l'ESS, aux initiatives de formation en ESS, aux offres et demandes d'emploi et aux matériaux multimedia issus des réseaux.
- **Pour les Entreprises solidaires** (de production, services, consommation, commercialisation): Diffuser leurs activités (offres, événements, histoire, forme de gestion...); Renforcer le réseautage, les échanges et les filières économiques, sociales et politiques entre les entreprises solidaires. (lien avec l'atelier 6)
- **Pour le mouvement et réseaux de l'ESS:** Renforcer le mouvement, les réseautages et la coopération; Renforcer l'identité de RIPESS; Diffuser, affirmer et partager la plateforme et l'identité politique et économique de l'ESS; Renforcer la culture partagée.
- **Pour les medias:** "Irriguer" les medias avec des informations de l'ESS issues du mouvement et des réseaux membres du Ripess; Contribuer à la pluralisation de l'information et de la communication; Repositionner le débat sur l'économie qui existe dans les grands médias.
- **Pour l'éducation** formelle et non formelle: rendre disponible des matériaux pédagogiques pour des processus de formation (lien avec l'atelier 0).
- **Pour les gestionnaires publics** locaux et nationaux: rendre disponible des matériaux d'appui aux gestionnaires publics pour la construction de politiques publiques (lien avec l'atelier 1); Repositionner le débat sur les presupposés des actions de développement menées par les pouvoirs publics.

### Principes

- Travailler dans le respect de la diversité
- Partir de l'existant, respecter les initiatives des réseaux et leur permettre l'inter-communication
- Favoriser les échanges directs à travers des rencontres
- Travailler dans une démarche participative, dans toutes les étapes, actions et méthodologies
- Travailler en articulation avec les autres projets du RIPESS
- Ne jamais penser aux outils comme un fin en soi: le terrain et les relations humaines sont toujours prioritaires
- Travailler dans l'esprit de l'OpenSource
- Prioriser les medias communautaires et alternatifs en diffusant les informations

### Défis

- Les différents concepts, visions et perspectives de l'ESS
- Les différentes langues
- Les typologies et vocabulaires spécifiques à chaque pays
- Le manque de continuité et l'essoufflement
- Le peu d'accès à l'internet par les acteurs de l'ESS dans les pays les plus pauvres

### Pistes d'action

On recommande la création de groupe(s) de travail pour:

- Avancer dans de réflexions conceptuelles concernant les valeurs, les parties prenantes, les processus participatifs dans la construction des cartographies, les vocabulaires utilisés et les échanges non informatisés.
- Construire un socle commun d'informations pour les différentes cartographies.
- Répertorier et rendre disponibles les méthodologies de cartographie existantes: des entreprises solidaires; des initiatives de formation en ESS; des réseaux de l'ESS; et des politiques publiques de promotion de l'ESS
- S'inspirer des initiatives de communication d'autres mouvements et réseaux (ex. media libre).
- Développer des standards:
- Arborescence des produits et services de l'ESS (pour rapports économiques entre systèmes différents)
- Typologie des différents aspects idéologiques, culturels et de gestion de l'ESS (pour présentation)
- Typologie des thématiques (pour articles et agenda)

- Créer un outil qui regroupe des informations des réseaux membres pour diffusion multimedia.
- Pour l'atelier 0 (formation), on propose de promouvoir l'insertion de l'ESS dans les programmes d'éducation.

## **Atelier 11 - L'économie sociale et solidaire et action syndicale**

### **On illustre – premier temps**

1. Dr Rene Ofreneo - dir of the center for labor justice - Philippines;
  2. Carlos Amorin - coord de la REL-UITA - Uruguay;
  3. Denise Boucher - vice présidente CSN - Canada;
  4. Eduard Lucas - resp. de l'IAC - Catalogne
- Dans la région de l'Asie Pacifique, la globalisation et le capitalisme ont eu des conséquences dramatiques sur l'emploi et les conditions de travail. Les mouvements syndicaux, bien qu'ayant une marge de manœuvre très limitée, ont élargi leur champ d'activité à tous les travailleurs, issus du réseau formel comme informel. Ils ont également promu la création d'entreprises collectives et sociales. Singapour et le Japon ont déjà une grande expertise dans ces structures alternatives.
  - En Amérique Latine, l'Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation et l'Agriculture a développé quelques stratégies locales pour améliorer les conditions de vie des travailleurs. En Colombie, des habitations propres ont été créées, des écoles réhabilitées et des caisses de santé ouvertes. En Argentine, une caisse de santé a été développée avec la contribution proportionnelle au revenu de chacun des membres.
  - Au Canada, la CSN développe depuis longtemps des actions en économie sociale et solidaire. Des associations coopératives d'économie sociale ont permis d'aider les familles à gérer leur budget de ménage, les coopératives d'alimentation ou les cliniques médicales populaires ont pour objectif d'améliorer la consommation et les conditions de vie des travailleurs. Des institutions financières ont été créées pour appuyer les projets d'économie sociale, pour protéger les personnes à la retraite et soutenir l'entrepreneuriat collectif.
  - Enfin en Catalogne, l'IAC veut renforcer la démocratie participative pour sortir les gens d'une certaine inertie dont on trouve les fondations dans la pensée unique.

### **On discute – second temps**

La relation entre mouvements syndicaux et économie sociale et solidaire est historique mais deux constats ont été faits: une tendance à un repli nationaliste et un état d'avancement inégal d'un continent à l'autre. Difficile dès lors d'établir des lignes de conduite communes. L'économie sociale et solidaire n'est pas l'unique préoccupation des mouvements syndicaux. Un investissement accru des acteurs publics est indispensable, une clarification des rôles avec d'autres acteurs comme les ONG's est également nécessaire afin de promouvoir la complémentarité. Quant aux bénéficiaires, il est observé que les populations les plus vulnérables face à un capitalisme dominant sont les travailleurs ruraux et informels, éternels oubliés des programmes d'inclusion sociale. Les mouvements syndicaux ont un rôle à jouer également pour que les entreprises qui s'implantent dans leur pays aient une responsabilité et conscience sociale et pas seulement capitaliste.

Enfin, rappelons que l'économie sociale et solidaire part de la base et que son objectif n'est pas uniquement d'être une alternative à la vision du shareholder-value mais d'inclure socialement les travailleurs.

Les mouvements syndicaux doivent inter agir entre eux (et autrement que par la voie internationale) et avec les structures d'économie sociale. Si du moins une plate-forme internationale serait une bonne structure d'interaction, développer des partenariats entre pays semble par ailleurs une première démarche de partage extrêmement bénéfique.

### **On propose – troisième temps**

On reconnaît que les organisations syndicales sont des partenaires de l'économie sociale. Les mouvements syndicaux présents estiment qu'il est nécessaire de développer une économie plurielle avec une stratégie plurielle. Ils s'accordent sur les principes d'ESS suivants qui pourront découler d'action:

1. orienter l'économie vers des finalités sociales et répondre à des besoins sociaux.
2. interpellier l'Etat dans ses fonctions de régulation et de redistribution.
3. démocratiser les choix en matière de développement et d'investissement et démocratiser la gestion des entreprises.
4. défendre et développer l'emploi et combattre l'exclusion.
5. défendre la mission des services publics.
6. renforcer les solidarités au sein des collectivités et produire de la cohésion sociale.
7. responsabiliser socialement les entreprises.

Nous suggérons que les organisations syndicales et les représentants de l'économie sociale participent ensemble aux prochains ateliers du RIPESS. Dans une plus large mesure nous souhaitons également que les organisations syndicales soient systématiquement intégrées dans les débats de l'économie sociale comme acteur incontournable.

## **Atelier 12 - Economie Sociale et Solidaire et Finances Solidaires**

### **Illustration:**

Nous avons effectué une analyse de la crise bancaire et nous avons démontré que le fait d'avoir sauvé les banques a eu un effet pervers. Nous ne pouvons pas nous permettre de répéter cette erreur. Il y a eu un appel pour effectuer une réforme radicale des régulations du système bancaire tout comme des pratiques afin d'éviter les pratiques perverses. Un grand problème est un système bancaire mondialisé et intégré mais sans résilience. La solution à ce problème est, de toute évidence des banques plus petites, locales et régionales avec des pratiques sociales et écologiques.

Monnaies locales:

- a) L'expérience de l'Université de Salvador de Bahia LA MONNAIE COMME OUTIL DE FORMATION
- b) Un livret qui explique comment concevoir les monnaies locales ET UNE RECOMMANDATION FORTE LE CREER DES LIENS ENTRE LES MONNAIES LCOALES ET LES ORGANISATIONS DE MICROFINANCE

### **Débat**

1. Comment intégrer la microfinance et les monnaies locales. il existe des exemples probantes en Argentine et au Brésil (44 banques sociales qui mettent en oeuvre les microcrédits et monnaies sociales).
2. Nous devons repenser presque tout ce qui est affairant à l'argent et les monnaies et la relation entre l'argent et la croissance (substituer des frais à l'intérêt).
3. Qu'est-ce que le capital? Il est claire que le capital commence avec une idée de faire ou de produire quelquechose. Il s'agit d'un processus de créer de l'hébergement, la nourriture, la musique.... LE CAPITAL EST UNE QUESTION CULTURELLE
4. Comment développer des solutions ancrées dans la les finances sociales au niveau local? De bons exemples incluent les systèmes de finances sociales au Québec qui incluent les Caisses populaires, du capital de risque et les fonds solidaires soutenus par les syndicats. Également aux États Unis les caisses populaires de développement communautaire, et banques de développement communautaire, travaillent ensemble avec une coalition nationale qui est soutenu par Président Obama.

### **Propositions**

1. La prochaine étape est de lier le micro crédit, les monnaies locales et le budget participatif.
2. La réforme du système bancaire et la création d'un plus grand espace pour les banques sociales (Banques éthiques, etc.). IL EST URGENT DE CONTINUER LE TRAVAIL EN GROUPE (comité de travail) AFIN DE FAIRE PARVENIR UN MESSAGE FORT AUX DÉCIDEURS PAR LE BIAIS D'UNE LISTE DE POINTS À RÉFORMER, ET D'AUTRE PART INVITER LA SOCIÉTÉ ENTIÈRE DE JOINDRE, SUPPORTER ET RENFORCER UN ESPACE PLUS LARGE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPANSION DES FINANCES SOCIALES.
3. Tout en menant le combat pour une réforme majeure du système financier, et pour un réseau élargi de la finance sociale, nous devons travailler les COMMUNICATIONS ET LA FORMATION afin de provoquer des changements dans l'esprit des gens concernant les concepts relatifs à l'argent et à la finance.
4. Au niveau régional, nous devons nous focaliser sur les besoins de base tels que la nourriture, l'énergie, le logement et la production locale. Voyons la monnaie (et les services financiers) comme un OUTIL et recherchons des solutions en expérimentant comment des solutions peuvent se construire en se focalisant sur les besoins de base du peuple.